



Conseil économique et social

Distr. générale
9 novembre 2007
Français
Original : anglais

Comité chargé des organisations non gouvernementales

Session ordinaire de 2008

21-30 janvier 2008

Rapports quadriennaux pour la période 2003-2006 des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général en application de la résolution 1996/31 du Conseil*

Note du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
1. International Network of Liberal Women	2
2. Coalition internationale pour la santé des femmes	5
3. Enfants Entraide	9
4. Resources for the Future	12
5. Youth With A Mission	14

* Les rapports présentés par les organisations non gouvernementales ne sont pas revus par les services d'édition.



1. International Network of Liberal Women

(Statut consultatif spécial accordé en 2003)

I. Introduction

Buts, objectifs et activités principales de l'organisation

L'organisation International Network of Liberal Women (INLW) a pour but de promouvoir les principes de la démocratie libérale dans le monde entier, en œuvrant à la fois aux niveaux national et international. Nous considérons la représentation équitable des femmes dans tous les processus décisionnels comme un aspect essentiel de cette évolution. Par conséquent, nous encourageons et aidons tous nos membres à prendre une part active à tous ces processus dans leurs pays.

Par ailleurs, nous combattons toutes les pratiques discriminatoires, qu'elles soient de nature physique, civique, économique ou juridique, dont sont victimes les femmes et qui les empêchent de participer en tant que citoyennes à part entière. Nous souscrivons fermement aux objectifs de l'ONU et du Conseil économique et social et nous efforçons de promouvoir l'adoption et la mise en œuvre au niveau national des conventions des Nations Unies qui visent à protéger les femmes et à améliorer leur statut partout dans le monde.

Changements ayant pu sensiblement modifier la vision de l'organisation

Bien que les buts et objectifs de l'organisation n'aient pas changé, un amendement approuvé par l'Assemblée générale le 11 novembre 2006, établissant cinq délégations en Asie, en Afrique, en Amérique du Sud et en Europe, a étendu la couverture géographique de nos activités et facilité la coopération avec des ONG poursuivant des objectifs similaires dans ces régions.

II. Contribution aux travaux de l'ONU

2003 : Des représentants de notre organisation ont assisté aux réunions suivantes : cinquante-sixième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales sur le thème « Sécurité et dignité : Tenir la promesse de l'Organisation des Nations Unies » (New York, 8-10 septembre); session de fond du Conseil économique et social (New York, 30 juin-25 juillet); cinquante-neuvième session de la Commission des droits de l'homme (Genève, 17 mars-25 avril).

2004 : Des représentants ont assisté aux réunions suivantes : quarante-huitième session de la Commission de la condition de la femme intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI^e siècle » (New York, 15 mars-27 avril); soixantième session de la Commission des droits de l'homme (Genève, 15 mars-27 avril); réunion préparatoire régionale de l'examen et évaluation de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing (Beijing+10) (Genève, 14 et 15 décembre).

2005 : Des représentants ont assisté aux réunions suivantes : quarante-neuvième session de la Commission de la condition de la femme intitulée « Examen et évaluation de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de

Beijing et du document final de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale » (New York, 28 février-11 mars), où notre organisation a présenté un exposé oral sur la participation des femmes à la consolidation de la paix et un exposé écrit sur les mécanismes et réformes institutionnels nécessaires à la réalisation de réels progrès en matière de promotion de la femme; soixante et unième session de la Commission des droits de l'homme (Genève, avril).

2006 : Des représentants ont assisté aux réunions suivantes : cinquantième session de la Commission de la condition de la femme sur le thème « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI^e siècle » (New York, 27 février-10 mars), où notre organisation a présenté un exposé oral sur la paix et les femmes en tant que facteurs indispensables du développement et un exposé écrit sur « La participation équitable des femmes et des hommes aux processus décisionnels à tous les niveaux : poursuite des objectifs stratégiques et interventions dans les domaines critiques, et autres actions et initiatives »; cinquante-neuvième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales intitulée « Une entreprise de longue haleine : mettre en place des partenariats efficaces pour la sécurité humaine et le développement durable » (New York, 6-8 septembre); soixante-deuxième session de la Commission des droits de l'homme (Genève, 27 mars 2006).

III. Objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a contribué à la promotion des objectifs du Millénaire pour le développement suivants :

Objectif 3 – Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes : participation à un atelier de formation sur l'autonomisation des femmes (Johannesburg (Afrique du Sud), 12-14 décembre 2003); organisation de conférences et tables rondes au niveau local, sur les femmes et l'exercice de hautes responsabilités (Barcelone (Espagne), 23 janvier 2004) et sur la participation des femmes à l'action en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation de la femme (Barcelone, 19 avril 2006)

Organisation biannuelle du prix de la liberté à Barcelone;

Participation à une conférence sur la consolidation de la paix (San Sebastian (Espagne), 23 et 24 octobre 2006);

Déclaration à la réunion de l'INLW sur le trafic d'êtres humains (Cancun (Mexique), 29 et 30 avril 2007);

Déclaration à la réunion de l'INLW sur la participation des femmes au développement durable (Marrakech (Maroc), 11 novembre 2006);

Déclaration à la réunion de l'INLW sur les femmes, la population, l'évolution démographique et les migrations (Philippines, 21 juin 2006).

Objectif 1 – Élimination de l'extrême pauvreté et de la faim : déclaration à la réunion de l'INLW intitulée « Lutter contre la pauvreté : au-delà du consensus de Washington » (Costa Rica, 6 novembre 2004)

Activités en appui aux principes mondiaux;

Participation à la Journée internationale de la femme tous les 8 mars pendant la période 2003-2006.

2. Coalition internationale pour la santé des femmes

(Statut consultatif spécial accordé en 1995)

I. Introduction

La Coalition internationale pour la santé des femmes s'efforce de générer les politiques de santé et de population et les programmes et fonds nécessaires à la promotion et à la protection des droits et de la santé des filles et des femmes partout dans le monde. La Coalition s'efforce d'assurer aux femmes :

- Une participation égale et effective dans les décisions qui concernent leur santé et leurs droits en matière de sexualité et de procréation;
- L'expérience d'une vie sexuelle saine et satisfaisante sans discrimination, contrainte ou violence;
- La liberté de choix éclairés en matière de procréation; et
- L'accès à l'information et aux services nécessaires à l'amélioration et à la protection de leur santé.

Les programmes régionaux de la Coalition dispensent un appui financier et technique à des organisations et à des responsables en Asie (Bangladesh, Inde, Indonésie, Pakistan, Sri Lanka et Turquie), en Afrique (Nigéria et Cameroun) et en Amérique latine (Brésil et Pérou). Dans chacune de ces régions, la Coalition investit dans des initiatives d'envergure régionale qui renforcent l'impact des programmes de pays. En dehors de ces régions, elle soutient également deux réseaux de protection des droits en matière de sexualité et de procréation, l'un en Europe orientale et centrale et l'autre en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. L'action menée par la Coalition au niveau international dans ce domaine vise essentiellement à obtenir une reformulation des politiques et des budgets relatifs au VIH/sida afin de donner aux femmes et aux filles les moyens de mieux se protéger contre ce fléau.

La Coalition s'efforce d'influencer les politiques de santé et de population des gouvernements, des donateurs et des organismes internationaux par les trois types d'action suivants :

- En dispensant une aide professionnelle et financière à des organismes locaux d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine;
- En intervenant dans les instances intergouvernementales et en collaborant avec des organismes internationaux afin d'élaborer des politiques et de mobiliser des ressources qui permettent de promouvoir et de mettre en œuvre les accords internationaux relatifs aux droits à la santé en matière de sexualité et de procréation; et
- En alimentant les débats professionnels et publics aux États-Unis et ailleurs par des analyses des politiques, des rapports sur les programmes et stratégies efficaces, des interventions auprès des médias, un site Web et d'autres activités d'ouverture.

La Coalition reçoit un soutien financier de fondations privées et de particuliers aux États-Unis et en Europe, ainsi que du Fonds des Nations Unies pour la

population et de plusieurs gouvernements européens. Ses sources de financement sont restées sensiblement les mêmes depuis 2003.

La Coalition a continué de veiller à ce que son Conseil d'administration soit composé de membres internationaux. Sont actuellement représentés au Conseil les États-Unis, l'Amérique latine, l'Europe occidentale, l'Afrique et l'Asie.

II. Contribution aux travaux de l'ONU

i) Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires ainsi qu'aux grandes conférences et autres réunions des Nations Unies

- 2003** – Trente-sixième session de la Commission de la population et du développement, 29 mars-5 avril, New York (participation et présentation d'un exposé)
- 2004** – Trente-septième session de la Commission de la population et du développement, 22-26 mars, New York (participation)
- Commission de la population et du développement, 20-27 mars, New York (participation)
 - Dixième anniversaire de la Conférence internationale sur la population et le développement, 7-11 juin, New York, et réunions régionales d'examen organisées par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), la Commission économique pour l'Europe (CEE) et la Commission économique pour l'Afrique (CEA) (participation)
 - Premier Forum social des Amériques, 25-30 juillet, Quito (participation)
 - Septième Conférence régionale africaine sur les femmes, 6-14 octobre, Addis-Abeba (participation)
 - Réunion régionale de la CEPALC, 28 mai-2 juin, San Juan, Porto Rico (participation)
 - Réunion régionale de la CEPALC, 10-12 novembre, Port of Spain, Trinité-et-Tobago (participation)
 - Neuvième session de la Conférence régionale sur les femmes en Amérique latine et aux Caraïbes (CEPALC), 10-12 juin, Mexico (participation)
 - Troisième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones, 10-21 mai (participation)
 - Forum des ONG de l'Asie et du Pacifique, Beijing+10, 30 juin-3 juillet, Bangkok (participation)
 - Réunion intergouvernementale de la CESAP, 7-10 septembre, Bangkok (participation)
 - Trente et unième session du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, 6-23 juillet, New York (participation)

- 2005 – Quarante-neuvième session de la Commission de la condition de la femme, 28 février-11 mars (participation)
- Soixante et unième session de la Commission des droits de l'homme, 14 mars-22 avril, Genève (participation)
- Trente-huitième session de la Commission de la population et du développement, 4-8 avril, New York (participation et déclaration de la Présidente de la Coalition)
- Sommet mondial de 2005, 14-16 septembre, New York (participation)
- 2006 – Cinquante et unième session de la Commission de la condition de la femme, 26 février-9 mars, New York (participation)
- Réunion de haut niveau sur le VIH/sida de 2006 de l'ONU, 31 mai-2 juin, New York (participation)

Coopération avec les organes de l'ONU et les institutions spécialisées des Nations Unies sur le terrain et au Siège

- Participation au groupe de travail de la société civile créé par le Président de l'Assemblée générale, Jan Eliasson, pour la réunion de haut niveau sur le VIH/sida de 2006
- Participation à la Coalition de la société civile pour la réunion de haut niveau sur le VIH/sida de 2006
- Délégué des ONG au Conseil de coordination du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) de 2006 à 2008 (membre)
- Réunion de haut niveau sur le VIH/sida, 31 mai-2 juin 2006, New York (en collaboration avec ONUSIDA, la Coalition a coorganisé la participation de la société civile; les membres du groupe de travail de la société civile ont coorganisé le dialogue informel avec la société civile)
- Participation à l'Assemblée mondiale de l'OMS en 2003, 2004, 2005 et 2006
- Collaboration régulière avec le FNUAP
- Collaboration régulière avec ONUSIDA

ii) Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs de développement convenus au niveau international, en particulier les objectifs du Millénaire pour le développement, qui constituent désormais la base du programme d'action mondial pour le XXI^e siècle

Le programme de travail de la Coalition est directement axé sur la promotion de cinq des huit objectifs du Millénaire pour le développement en Asie, en Afrique et en Amérique latine. Une importance particulière est accordée à l'objectif 3 (Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes) et à l'objectif 6 (Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies). La Coalition a mené une action énergique à la fois au niveau international et dans les instances régionales et nationales. Dans le cadre d'une approche à plusieurs niveaux de promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, la Coalition mène un travail de sensibilisation visant à faire en sorte que les traités, accords et lois soient renforcés de façon à établir clairement les droits des femmes en matière de sexualité

et de procréation. La Coalition a soutenu des organismes d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine au moyen de dons d'un montant total de 1,3 million de dollars et d'innombrables heures d'assistance technique et professionnelle. Elle soutient également des organismes qui œuvrent en faveur de l'accès des jeunes à l'éducation sexuelle et aux services de santé. Elle est aussi l'une des rares organisations qui appuient l'action menée en faveur de l'accès à des services médicalisés et légaux d'interruption de grossesse. Elle encourage la participation des jeunes aux décisions et au travail de sensibilisation, et lutte contre la féminisation de la pandémie de VIH.

3. Enfants Entraide

(Statut consultatif spécial accordé en 2003)

I. Introduction

Enfants Entraide, avec plus d'un million de jeunes participant à des programmes innovants d'éducation et de développement dans 45 pays, est le plus important réseau mondial d'entraide entre enfants par l'éducation. Fondé par Craig Kielburger, défenseur international des droits de l'enfant, lorsqu'il avait seulement 12 ans, l'organisation a remporté de nombreux succès, marqués par trois nominations pour le prix Nobel de la paix et par un partenariat avec le réseau Oprah Winfrey's Angel. Contrairement à tous les autres organismes de bienfaisance œuvrant au profit des enfants dans le monde, Enfants Entraide est à la fois financé et dirigé par des enfants et des adolescents. Notre mission consiste à libérer les jeunes de l'idée qu'ils sont impuissants à impulser des changements sociaux positifs, et à les inciter à agir dès maintenant pour améliorer la vie des jeunes du monde entier.

Afin de libérer les enfants de la pauvreté et de l'exploitation, Enfants Entraide a mis en place quatre initiatives de développement qui, ensemble, constituent le programme « Adoptez un village », dont le but est d'aider les enfants et leurs communautés à développer tout leur potentiel. Les quatre volets du programme sont les suivants : 1) construction d'écoles; 2) revenu de remplacement; 3) soins médicaux, eau et assainissement; 4) consolidation de la paix. Tous les aspects du programme visent à donner aux enfants les moyens de suivre une scolarité complète.

II. Activités menées à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 2 – Assurer l'éducation primaire pour tous

L'organisation s'efforce, par son action, de contribuer à ce que tous les enfants du monde, filles et garçons, aient accès à l'enseignement primaire. Ses programmes visent aussi à ce que les enfants restent en bonne santé, aient accès à l'eau potable et à ce que leurs familles aient les moyens de payer leurs frais de scolarité, d'acheter leurs uniformes, etc.

Activités

Construction et aménagement d'écoles

Pendant la période considérée, Enfants Entraide a construit des écoles dans les pays suivants :

- **Kenya** : 10 écoles en 2003-2004, 8 en 2004-2005 et 10 autres en 2005-2006
- **Sierra Leone** : 2 écoles en 2003-2004 et 4 en 2005-2006
- **Chine** : 3 écoles en 2003-2004, 3 en 2004-2005 et 3 autres en 2005-2006
- **Équateur** : 10 écoles en 2003-2004

- **Ghana** : 1 école en 2003-2004 et une autre en 2005-2006
- **Sri Lanka**** : 6 écoles en 2005-2006

Distribution de fournitures médicales

Entre 2003 et 2006, l'organisation a distribué chaque année des fournitures médicales d'un montant d'environ un million de dollars. Fin 2006, des fournitures médicales d'un montant de plus de 10 millions de dollars avaient été distribuées au total, dans les pays suivants : Gambie, Ghana, Kenya, Sierra Leone, Togo, Zambie, République-Unie de Tanzanie, Inde, Philippines, Sri Lanka, Thaïlande, Haïti, Jamaïque, Équateur, El Salvador, Nicaragua.

Revenu de remplacement

Enfants Entraide a mis sur pied des programmes de revenu de remplacement et de microcrédit dont ont bénéficié des femmes défavorisées au Kenya, en Équateur, à Sri Lanka, en Chine, en Sierra Leone, au Ghana et en Inde. Ces programmes leur ont permis d'obtenir les ressources nécessaires pour subvenir aux besoins de leurs enfants en matière d'éducation. Le nombre de femmes ayant bénéficié de ces programmes n'a cessé de croître pendant la période considérée, passant de 17 800 en 2003-2004 à 18 500 en 2004-2005 pour dépasser 20 500 en 2005-2006.

Distribution de trousseaux de fournitures scolaires et de fournitures médicales

Enfants Entraide distribue des trousseaux de fournitures scolaires et de fournitures médicales au Kenya, en Équateur, à Sri Lanka, en Chine, en Sierra Leone, au Ghana et en Inde, grâce aux dons collectés par son vaste réseau de groupes scolaires au Canada. Ces trousseaux contiennent des articles d'hygiène et des fournitures scolaires de base. En 2003-2004, plus de 112 000 trousseaux ont été distribués, et leur nombre est passé à 175 000 en 2004-2005. Il n'y a pas eu de distribution en 2005 et 2006.

Objectif 7 – Assurer un environnement durable

Activités

Au Kenya, en Équateur, à Sri Lanka, en Chine, en Sierra Leone, au Ghana et en Inde, l'organisation travaille en collaboration avec les communautés locales pour mettre en place des réseaux de distribution en eau et d'assainissement et permettre aux écoles et aux communautés d'avoir accès à l'eau potable et de disposer de latrines. Entre 2003 et 2004, plus de 115 000 personnes ont ainsi pu avoir accès à de l'eau non polluée. De 2004 à 2005, le nombre de bénéficiaires est passé à 125 000, et il a encore augmenté en 2005-2006, pour atteindre 130 000 personnes.

Action de mobilisation du public

L'organisation promeut les objectifs du Millénaire pour le développement dans le cadre de ses tournées de conférences et des programmes de mobilisation des jeunes qu'elle organise à travers l'Amérique du Nord. Les tournées de conférences permettent de s'adresser à des milliers de jeunes chaque année et de les inciter,

** Un centre de formation professionnelle a également été construit en 2006.

grâce à des présentations attrayantes et interactives, à devenir des acteurs du changement qu'ils souhaitent pour le monde. Les interventions sont faites dans les écoles et s'adressent à tous les élèves; elles sont suivies d'un atelier spécialisé auquel sont conviés les jeunes les plus désireux de s'investir. Le programme de l'atelier est conçu autour d'activités ludiques et interactives visant à faire en sorte que les enfants se sentent concernés par des sujets comme les objectifs du Millénaire du développement, la pauvreté et la santé.

L'organisation n'a pas participé aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires, ni aux grandes conférences et autres réunions des Nations Unies pendant la période considérée, parce qu'elle a donné la priorité à l'élaboration et à la mise en œuvre de ses programmes et de ses campagnes de promotion de l'éducation primaire pour tous. Elle a connu un fort développement et s'emploiera à trouver des moyens de participer plus activement aux travaux du Conseil économique et social lorsque que sa croissance se sera stabilisée et que ses activités seront bien établies.

4. Resources for the Future

(Statut consultatif spécial accordé en 1995)

Resources for the Future (RFF) est une organisation sans but lucratif et non partisane qui mène des travaux de recherche indépendants – fondés essentiellement sur l'économie et autres sciences sociales – sur des questions relatives à l'environnement, à l'énergie et aux ressources naturelles. Depuis plus de 50 ans, RFF fait œuvre de précurseur en s'appuyant sur l'économie pour mettre au point des politiques d'exploitation et de conservation des ressources naturelles plus efficaces. Ses chercheurs étudient des problèmes fondamentaux en rapport avec la lutte contre la pollution, les politiques énergétiques, l'utilisation des terres et des ressources en eau, les déchets dangereux, le changement climatique, la biodiversité, ainsi que les problèmes environnementaux des pays en développement.

Le 1^{er} octobre 2005, le Conseil d'administration s'est vu confier toutes les attributions et obligations qui étaient précédemment dévolues aux membres de l'organisation en vertu de la loi de l'État de New York sur les associations à but non lucratif, et les membres ont été relevés de leurs fonctions.

Le 1^{er} septembre 2005, RFF a élu un nouveau Président, Philip Sharp, en remplacement du Président sortant, M. Paul Portney.

Les chargés de recherche de RFF ont participé aux conférences suivantes :

Neuvième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et réunions des organes subsidiaires, 1^{er}-12 décembre 2003, Milan (Italie). RFF a coorganisé avec la Fondazione Eni Enrico Mattei (FEEM) quatre manifestations parallèles intitulées respectivement « L'avenir du Protocole de Kyoto : alternatives pour la deuxième période d'engagement du Protocole et au-delà »; « Table ronde sur les mesures prises au niveau national par les grands pays »; « Politiques à l'appui des technologies climatiques » et « Après la neuvième session de la Conférence des Parties : quelles sont les prochaines étapes? », auxquelles ont pris part les maîtres de recherche de RFF, Billy Pizer, Richard Morgenstern, Mike Toman, Richard Newell et Raymond Kopp. L'organisation a également collaboré avec la FEEM, le Massachusetts Institute of Technology (MIT) et le Centre de recherches économiques européennes à l'organisation d'une manifestation parallèle sur le thème de la coopération entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique sur les aspects économiques des politiques climatiques, à laquelle le maître de recherche Billy Pizer a pris part en tant qu'intervenant.

Dixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et réunions des organes subsidiaires, 6-17 décembre 2004, Buenos Aires.

Onzième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et réunions des organes subsidiaires, 28 novembre-9 décembre 2005, Montréal (Canada). RFF a coorganisé avec le World Resources Institute et Northeast States for Coordinated Air Use Management une manifestation parallèle sur les faits nouveaux en matière d'échange de droits d'émission et le modèle de la Regional Greenhouse Gas Initiative (RGGI). La réunion, qui s'est tenue le 8

décembre, avait pour but de présenter les dernières initiatives de la RGGI, un partenariat établi par des États du nord-est des États-Unis et du centre de la façade atlantique en vue de réduire les émissions de dioxyde de carbone. Pendant la conférence également, le sénateur démocrate Jeff Bingaman (Nouveau Mexique) a fait une intervention lors d'une manifestation parallèle organisée conjointement par RFF et le programme de recherche sur les politiques climatiques de la fondation suédoise Mistra. La réunion était intitulée « Les États-Unis d'Amérique et la politique climatique : évolution récente et perspectives d'avenir ».

Groupe de travail d'avant-session du Comité des droits économiques, sociaux et culturels, 1^{er}-3 décembre 2003, Genève. Carolyn Fischer, chargée de recherche, a assisté à l'atelier sur les incitations économiques et la politique commerciale de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES).

5. Youth With A Mission

(Statut consultatif spécial accordé en 2003)

I. Introduction

L'objectif de l'organisation Youth With A Mission-England (YWAM) est de mobiliser des particuliers et de les former à dispenser une aide et à redonner espoir à des personnes en situation désespérée, et de transformer la vie culturelle, économique et spirituelle des gens au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et ailleurs dans le monde par l'éducation et la formation, ainsi que par des actions de secours et de développement.

Le Centre for International Justice and Reconciliation (CIJR) est l'antenne de YWAM-England qui s'occupe des questions relatives aux politiques publiques. YWAM-England compte plus de 500 employés en Angleterre et plus de 450 volontaires britanniques travaillant, dans d'autres pays, sur des projets de secours d'urgence, de développement, d'éducation et de formation, en collaboration avec d'autres sections nationales de YWAM International dans le monde entier.

Buts, objectifs et activités principales de l'organisation

Les membres de notre organisation s'investissent dans divers domaines du développement social et économique et s'intéressent en particulier aux questions de parité entre les sexes, à la traite des êtres humains, à la réduction de la pauvreté, aux enfants en difficulté, aux questions relatives aux populations autochtones, au VIH/sida et au règlement des conflits. Les membres du CIJR travaillent en étroite collaboration avec ceux de YWAM International (16 000 employés dans plus de 160 pays) et avec d'autres ONG dans le monde entier qui mettent en œuvre des projets de secours et de développement en Afrique, en Asie et en Amérique latine.

L'une des missions du Centre consiste à faire connaître les principes et les activités de l'ONU, concernant notamment la promotion de la paix et de la justice dans le monde. Nous sommes résolus à faire comprendre l'action de l'Organisation et à la promouvoir, en particulier auprès de nos membres (dont la plupart sont des chrétiens). Nous sommes résolus également à promouvoir les objectifs du Millénaire pour le développement.

La mission du CIJR consiste également à analyser les liens entre religion et culture et à étudier la façon dont la religion influence les comportements et les valeurs d'une manière qui peut faciliter ou entraver le développement social et économique et la promotion des droits de l'homme. Nous appuyons l'action en faveur de la paix de l'Alliance des civilisations promue par l'ONU.

II.A. Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires ainsi qu'aux grandes conférences et autres réunions des Nations Unies

Réunions tenues au Siège de l'ON, à New York, auxquelles ont assisté le Président et d'autres représentants de YWAM

2004 Quarante-huitième session de la Commission de la condition de la femme, 1er-12 mars [5 représentants]

2005 Quarante-neuvième session de la Commission de la condition de la femme, 28 février-11 mars [9 représentants]

Consultations informelles de l'Assemblée générale avec les organisations non gouvernementales, les organisations de la société civile et le secteur privé, 23 et 24 juin [3 représentants]

Cinquante-huitième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales, 7-9 septembre [2 participants]

2006 Cinquantième session de la Commission de la condition de la femme, 27 février-10 mars [2 participants]

Réunion de haut niveau sur le VIH/sida, 31 mai-2 juin [4 participants, dont le spécialiste du VIH/sida, Sam Kisolo (Ouganda)]

Réunions tenues à l'ONU-Genève auxquelles ont assisté le Président et d'autres représentants de YWAM

2004 Réunion régionale de la Commission économique pour l'Europe, en préparation de l'examen et de l'évaluation de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing, 14 et 15 décembre [10 participants]

2006 Première session du Conseil des droits de l'homme, 19-30 juin [1 représentant]

Forum de la société civile en préparation du débat de haut niveau du Conseil économique et social, 19-21 juin [1 représentant]

B. Interventions écrites

En 2005, YWAM-England a soumis un commentaire sur le projet de document de négociation pour la réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale de septembre 2005 présenté par le Président le 6 septembre 2005. Le commentaire portait sur la prise en compte systématique de la situation des femmes et sur les questions de développement (www.un-ngls.org/un-summit-YWAME.doc).

En 2005 également, l'organisation a soumis un commentaire sur le rapport du Secrétaire général intitulé « Dans une liberté plus grande : développement, sécurité et respect des droits de l'homme pour tous » (A/59/2005) présenté dans le cadre de la suite à donner aux textes issus du Sommet du Millénaire. Le commentaire portait sur les questions de parité entre les sexes, les droits de l'homme et la réforme du système des Nations Unies (www.un-ngls.org/UNreform/Youthwithamission.doc).

C. Interventions orales

En 2005, la représentante de YWAM-England, Philippa Newis, a présenté un exposé sur le rôle et les droits des fillettes lors des consultations interactives informelles de l'Assemblée générale consacrées au droit à *vivre dans la dignité* qui ont eu lieu le 23 juin 2005.

D. Coopération avec les organes de l'ONU et les institutions spécialisées des Nations Unies sur le terrain

Youth With A Mission a collaboré avec le Programme alimentaire mondial en Indonésie et avec le Programme des Volontaires des Nations Unies afin de mettre en œuvre un projet de reconstruction des moyens de subsistance à Banda Aceh, dans le cadre du projet d'aide à la reconstruction et au relèvement après le tsunami exécuté par les Volontaires des Nations Unies à Aceh et dans le nord de Sumatra. À la quinzième Conférence internationale sur le sida organisée par ONUSIDA à Bangkok du 11 au 16 juillet 2004, G. Stephen Goode a fait part de l'expérience acquise par le YWAM sur le terrain et des pratiques optimales qu'il en a retirées.

E. Initiatives prises par Youth With A Mission -England en partenariat avec d'autres organes du YWAM et d'autres ONG à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 1 – Réduction de l'extrême pauvreté et de la faim

En partenariat avec des ONG locales, YWAM International mène chaque année des programmes d'aide alimentaire qui bénéficient à environ 100 000 personnes en Afrique et en Asie. L'organisation a également donné des cours de nutrition à 20 000 mères au Cambodge et en Ouganda.

Objectif 2 – Assurer l'éducation primaire pour tous

En partenariat avec des ONG locales, YWAM International pourvoit chaque année aux besoins de plus de 20 000 enfants de zones urbaines et rurales défavorisées dans le monde entier en matière d'éducation primaire.

Objectif 3 – Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

YWAM International organise chaque année des réunions sur la création de revenus et la réduction de la pauvreté à l'intention de plus de 10 000 femmes appartenant à des communautés autochtones ou vivant en milieu rural en Amérique du Sud, en Asie et en Afrique.

Objectif 6 – Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies

YWAM International gère des centres d'information sur le VIH/sida dans 50 sites en Afrique et en Asie. Nous avons organisé des réunions de sensibilisation et de prévention à l'intention de 50 000 personnes et prodigué des soins à plus de 10 000 victimes du sida dans le monde entier.

Objectif 7 – Assurer un environnement durable

En partenariat avec des ONG locales, YWAM International a mis en place des méthodes durables permettant d'accéder à l'eau potable qui ont amélioré la qualité de vie de plus de 26 000 habitants dans les îles de la région Asie-Pacifique.

En partenariat avec d'autres organismes, YWAM a fourni des services d'assainissement à plus de 1 000 écoles au Cambodge, au Viet Nam, en Thaïlande et au Myanmar.

- F. Sunny Yun, membre du personnel de **Youth With A Mission**, a achevé en juillet 2005 un stage à la section des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU. Elle a participé à la rédaction du bulletin mensuel UN-NGO-IRENE . YWAM-England est membre de la Conférence des organisations non gouvernementales ayant des relations consultatives avec les Nations Unies (Congo).
-